

Au regard de la note minimum de **3.9 sur 10** pour qu'un pays soit en bonne voie pour la mise en œuvre la Déclaration de Malabo sur la transformation de l'agriculture en Afrique, les pays dont les notes apparaissent en 'vert' sont **EN VOIE**, et ceux en "rouge" ne sont **PAS EN VOIE** pour l'exercice de revue 2017 présenté à l'Assemblée de l'UA de janvier 2018.

Rép. centrafricaine	2.4	Tchad	2.2	Comores	n.d.	Congo	2.8	Algérie	n.d.	Angola	2.1	Bénin	4.3	Botswana	4.4
Guinée équatoriale	3.6	Érythrée	n.d.	Éthiopie	5.3	Gabon	2.9	Burundi	4.7	Burkina Faso	4.2	Cameroun	2.1	Capo Verde	4.6
Kenya	4.8	Lesotho	3.7	Liberia	0.9	Libye	n.d.	Côte d'Ivoire	3.5	RD Congo	1.4	Djibouti	3.2	Égypte	3.4
Maurice	5.0	Maroc	5.5	Mozambique	4.1	Namibie	4.1	Gambie	3.1	Ghana	3.9	Guinée	3.3	Guinée-Bissau	n.d.
São Tomé & Príncipe	1.5	Sénégal	3.8	Seychelles	4.0	Sierra Leone	1.5	Madagascar	3.1	Malawi	4.9	Mali	5.6	Mauritanie	4.8
Swaziland	4.0	Tanzanie	3.1	Togo	4.9	Tunisie	1.7	Niger	3.5	Nigeria	3.4	Rwanda	6.1	Rép. A. Saharaouie	n.d.
								Somalie	n.d.	Afrique du Sud	4.1	Soudan du Sud	n.d.	Soudan	1.9
								Ouganda	4.4	Zambie	3.6	Zimbabwe	3.2		3.9



AFRICAN UNION
UNION AFRICAINE
الاتحاد الأفريقي
UNIÃO AFRICANA



COTE D'IVORE

CONFÉRENCE DE L'UNION
Trentième (30e) Session ordinaire
28 au 29 janvier 2018
Addis-Abeba, ÉTHIOPIE

CARTE DE SCORE POUR LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE RAPPORT D'ETAPE 2017 A LA CONFERENCE



Accent sur le commerce intra-africain des produits agricoles et des services connexes: risques et opportunités
Décision de la Conférence (Assembly/AU/2 (XXIII)) de juin 2014

Department of Rural Economy and Agriculture (DREA)

Points marquants des 5 domaines clés de la bonne performance du Pays:**100%**

pour l'achèvement du processus du PDDAA.

14%

augmentation de la valeur ajoutée agricole par travailleur agricole.

14%

augmentation de la valeur ajoutée agricole par terre arable.

14%

croissance annuelle de la valeur ajoutée agricole (PIB agricole).

64%

pour des mécanismes institutionnels inclusifs de responsabilisation mutuelle et d'examen par les pairs.

Points marquants des 5 domaines clés qui nécessitent l'attention du pays:**1.9%**

du pourcentage des dépenses publiques agricoles par rapport aux dépenses publiques totales.

5.0%

d'hommes et de femmes engagés dans l'agriculture ayant accès aux services financiers.

9.2%

augmentation de la taille des superficies irriguées, par rapport à sa valeur de l'an 2000.

0.07%

des dépenses totales de recherche agricole par rapport au PIB agricole.

-21%

augmentation de la valeur des échanges intra-africains des produits et services agricoles.

Recommandations

- La Côte d'Ivoire devrait augmenter ses dépenses dans le secteur agricole pour atteindre l'objectif de 10% du CAADP Malabo, et améliorer l'accès des agriculteurs aux services financiers pour stimuler la transformation agricole.

- Le pays devrait également accroître le financement des activités de recherche et de développement afin d'augmenter la productivité.

- Le pays devrait mettre en place des politiques qui pourraient faciliter et encourager le commerce intrarégional africain des produits agricoles et des services.

Tableau de bord 2017 du pays pour la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo

Nom du pays		Côte d'Ivoire								
Domaines d'engagement de Malabo (T)					Catégories d'engagements (C)					
No.	Sujets	T-note sur 10	Minimum pour 2017	T-Progrès	No.	Sujets	C-note sur 10	Minimum pour 2017	C-Progrès	
1	Réengagement envers le processus du PDDAA	8.53	3.33	En voie	PC 1.1	Achèvement du processus national du PDDAA	10.00	3.33	En voie	
					PC 1.2	Coopération, un partenariat et une alliance basés sur le PDDAA	5.76	3.33	En voie	
					PC 1.3	Cadre d'appui aux politiques et institutions fondées sur le PDDAA	9.84	3.33	En voie	
2	Amélioration du financement des investissements dans l'agriculture	1.84	6.67	Pas en voie	PC 2.1	Dépenses publiques en agriculture	3.19	10.00	Pas en voie	
					PC 2.2	Investissements du secteur privé national dans l'agriculture	-	-	0.0	
					PC 2.3	Investissements du secteur privé étrangers dans l'agriculture	-	-	0.0	
					PC 2.4	Amélioration de l'accès au financement	0.50	3.33	Pas en voie	
3	Éradication de la faim d'ici à 2025	1.27	3.71	Pas en voie	PC 3.1	Accès aux intrants et technologies agricoles	2.44	5.53	Pas en voie	
					PC 3.2	Doublement de la productivité agricole	1.10	1.00	En voie	
					PC 3.3	Réduction des pertes après récolte	0.00	1.00	Pas en voie	
					PC 3.4	Renforcement de la protection sociale	0.80	10.00	Pas en voie	
					PC 3.5	Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition	2.01	1.00	En voie	
4	Réduction de moitié de la pauvreté par l'agriculture d'ici à 2025	4.25	2.06	En voie	PC 4.1	Maintien du PIB agricole pour réduire la pauvreté	2.62	3.25	Pas en voie	
					PC 4.2	Établissement de PPP inclusifs pour les chaînes de valeur des produits de base	10.00	1.00	En voie	
					PC 4.3	Création d'emplois pour les jeunes dans les filières agricoles	0.00	1.00	Pas en voie	
					PC 4.4	Participation des femmes dans l'agroentreprise	4.37	3.00	En voie	
5	Echanges intra-africains des produits agricoles de base	0.00	1.00	Pas en voie	PC 5.1	Triplement des échanges intra-africains des produits et services agricoles	0.00	1.00	Pas en voie	
					PC 5.2	Élaboration des politiques commerciales et conditions institutionnelles intra-africaines	0.00	1.00	Pas en voie	
6	Amélioration de la résilience à la variabilité climatique	3.38	6.00	Pas en voie	PC 6.1	Renforcement de la résilience aux risques liés au climat	0.10	2.00	Pas en voie	
					PC 6.2	Investissement dans le renforcement de la résilience	6.67	10.00	Pas en voie	
7	Responsabilisation mutuelle à l'égard des mesures et des résultats	5.33	4.78	En voie	PC 7.1	Renforcement des capacités nationales en matière de planification, et de S&E	0.00	1.00	Pas en voie	
					PC 7.2	Examen par les pairs et la responsabilisation mutuelle	6.39	3.33	En voie	
					PC 7.3	Cadre pour le processus d'examen biennal de l'agriculture	9.61	10.00	Pas en voie	
Note globale du pays		3.52		Progrès global		Pas en voie				
La Note de référence 2017 de		3.94		est la note globale minimum pour qu'un pays soit en bonne voie en 2017.						